

# Tous ensemble, oui !...

## mais vigilants et subversifs !

Pour les "grandes" organisations en quête d'adhérents (de clients ?), certaines vérités ne sont pas bonnes à dire. Un petit groupe comme celui qui anime la revue "A Contre Courant" peut au contraire garder en toutes occasions une grande liberté de propos.

En diffusant ce tract, l'équipe d'ACC ne se fera pas beaucoup d'amis... Tant pis. Son but, loin de toute polémique gratuite, est d'essayer de mettre en lumière quelques obstacles qui pourraient empêcher l'extension des luttes.

### *Une première défaite sémantique, déjà.*

Le vocabulaire n'est pas neutre. Le camp des salariés, pour l'instant sur la défensive, a déjà fait preuve de faiblesse en reprenant plus ou moins à son compte l'expression "réforme" des retraites. Alors que c'est une "régression" sans précédent qui menace.

Une fois la "régression" désignée et dénoncée, de réelles "avancées" pourraient être exigées.

Mais l'expression "réforme" des retraites convient bien, dans le fond, à certains responsables syndicaux. Elle leur permettra, si les luttes venaient à faiblir, de faire croire à une "ouverture de négociation" débouchant sur des acquis quand il s'agira, pour l'essentiel, de "l'acceptation d'une capitulation".

Soyons donc vigilants : cette première défaite sémantique pourrait en cacher d'autres.

### *Ce sera dur, il faut le savoir et le dire.*

La plupart des organisations syndicales entretiennent l'illusion que deux ou trois grèves ou manifs bien suivies suffiront à faire fléchir le MEDEF et le gouvernement. C'est une tromperie qui risque d'avoir pour effet de décourager rapidement ceux qui vont s'y laisser prendre. Il faut avoir l'honnêteté de dire que l'enjeu financier est si considérable que seules des grèves dures, longues et massives peuvent donner aux salariés une chance de transformer un plan régressif en un projet progressiste. L'exemple d'autres pays européens (comme l'Italie où la mobilisation, pourtant assez forte, n'a pas suffi) devrait nous servir de leçon. De plus, il faudra bien à un moment ou à un autre que la lutte prenne une dimension internationale.

### *Les impasses du "syndicalement et politiquement correct".*

Autre leçon à retenir : celle de décembre 1995 où l'appareil CFDT, comme c'était prévisible, a trahi les travailleurs en lutte. Aujourd'hui, la question de savoir si oui ou non l'appareil CFDT va chercher à casser le mouvement ne se pose même pas : la seule question qui se pose est de savoir quand et comment !

Hélas, actuellement, il faut aussi exercer la plus grande vigilance à l'égard de la CGT dont l'appareil a cherché à berner les salariés d'EDF qui ont su heureusement déjouer la manoeuvre. Une CGT qui, par ailleurs, a décidé de priver le mouvement social d'un ressort essentiel en restant floue sur la revendication unificatrice des 37,5 annuités pour tous et en n'évoquant que vaguement l'indispensable abrogation des ordonnances Balladur de 1993 qui ont déjà fait des ravages sur les pensions des retraités du privé.

Une CGT qui, d'autre part, a créé, avec la CFDT, un machin (le CIES) destiné à gérer l'épargne salariale (qui préfigure les fonds de pension !!!). Comment s'en étonner ?... Il y a un énormément de pognon à la clé. Les appareils bien installés dans le système, ne peuvent plus s'en passer. Il y va en effet de leur survie et de l'emploi de leurs permanents... A partir de là bien des choses s'expliquent, hélas. Et pour les militants et les adhérents qui font trop confiance en "leur" organisation, le réveil pourrait être dur.

Et quel crédit accorder au PS et à ses satellites qui, au gouvernement de 1997 à 2002, n'ont pas trouvé le temps

Ils ne sont plus cotés à  
l'argus du Capital :

A LA CASSE  
LES P'TITS VIEUX  
...



d'abroger les mesures Balladur ?... Jospin lui-même, en compagnie de Chirac début 2002 à Barcelone, a accepté l'allongement moyen de 5 ans de la durée de cotisation dicté par le patronat européen. Ce qui nous donne une idée de ce que "Jospin-Président" aurait fait... D'ailleurs, c'est clair : le groupe parlementaire socialiste vient de se prononcer pour les 40 annuités dans le public et pour certaines dispositions des mesures Balladur. Il n'y a que les naïfs qui s'en étonneront. Ce n'est jamais que la première des torpilles que la "gauche" va lancer contre les salariés en lutte...

Alors, c'est fichu ? Non : il faut rappeler une fois de plus qu'une révolte bien conduite et efficace ne peut être que l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes ! Et que sous la pression d'un mouvement social puissant les appareils et les responsables syndicaux et politiques peuvent redevenir subitement vertueux et intelligents : il y a trente cinq ans, le 13 mai 1968, face à de gigantesques manifestations, tous les appareils de "gauche", paniqués, freinaient des quatre fers. Quelques jours après, débordés, la plupart devenaient pour un temps, sous la pression de la base, de vrais révolutionnaires : les révoltés de mai 68 avaient trouvé la bonne pédagogie !...

### **Dénoncer les manipulations médiatiques.**

Les possédants, patrons et autres gouvernants disposent d'un moyen de propagande d'une redoutable efficacité : les médias (très peu font exception). Quand osera-t-on vraiment les affronter ? Quand osera-t-on enfin, sur le plan local, qualifier le journal "L'Alsace" pour ce qu'il est, à savoir la voix d'une banque (certes, les "DNA", ce n'est pas mieux...) qui distille à longueur de colonnes les fadaïses libérales avec l'arrogance de ceux qui se croient tout permis. **Vendus, les médias ! Et ce n'est pas une image : Raffarin leur a acheté récemment au frais du contribuable) des pages entières où s'étalent sans retenue une propagande réactionnaire.** Rien de surprenant, dans ces conditions, que leurs éditorialistes (voir par exemple J.M. Lidin dans "l'Alsace" du 3 mai dernier) en rajoutent plusieurs couches et répètent servilement les stupidités dictées par le MEDEF.

### **Face à nous : le Capital.**

Autre signe d'une défaite idéologique des salariés : depuis plusieurs années le terme "*Capital*" est quasiment interdit d'usage. Si on comprend fort bien que les organisations qui ont intégrés et profitent du capitalisme n'en parle plus, il est indispensable que les salariés exploités retrouvent le courage politique de rappeler sans détours que le Capital existe, et qu'on n'a pas fini de le rencontrer. Si vous l'oubliez, lui ne vous oubliera pas ! Il mène en permanence son combat pour s'accaparer une part toujours plus grande des richesses créées.

Vous trouverez ci-contre une courbe - fabriquée par un service statistique de la commission européenne - qui retrace, depuis 1960, l'évolution des salaires en Europe comparée aux profits patronaux. La chute, vertigineuse depuis le milieu des années 70, est l'exact reflet de la lutte de classes (encore un mot tabou !) : au bout de toutes ces années où leur combativité s'est émoussée, les salariés se sont fait piquer 10% de la part qu'il recevait en 1980, par le Capital et ses représentants. Ce n'est pas seulement

parce qu'on les a anesthésiés et sous-informés que les salariés n'ont rien remarqué; c'est aussi dû au fait que la masse totale des richesses qu'ils ont créées ayant presque doublée, ils ont quand même reçu, en valeur absolue, quelques morceaux de plus qu'il y a 25 ans, tout en perdant en pourcentage. Ces 10% perdus correspondent à des sommes énormes : le très officiel Conseil d'Orientation des Retraites (COR) a calculé que malgré l'augmentation du nombre de retraités, on peut abroger les mesures Balladur et revenir à 37,5 annuités pour tous, privé et public, en consacrant seulement 0,3% de plus par an pour les retraités. Ce que le patronat refuse obstinément.

Ces données fondamentales sont soigneusement cachées par les gouvernants et les médias du Capital. La régression des retraites qu'ils ont programmée n'a qu'un objectif, bien sûr : augmenter encore la part des richesses qu'il cherchent à nous voler.

Va-t-on encore se faire plumer sans réagir ? Ou allons-nous renouer avec la lutte (de classes)? Faire remonter la courbe au niveau des années 70 permettrait d'offrir à tout le monde de très belles retraites et de très bons salaires.

Et plus encore !...

**Part des richesses consacrée aux salaires dans l'Union européenne de 1961 à 2000**

